



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

élections régionales

Question au Gouvernement n° 3427

Texte de la question

ÉLECTIONS RÉGIONALES

Mme la présidente. La parole est à Mme Barbara Pompili, pour le groupe écologiste.

Mme Barbara Pompili. Monsieur le Premier ministre, tout autant que la députée, c'est la citoyenne picarde, écologiste, de gauche, qui s'adresse à vous aujourd'hui, une citoyenne qui fera dimanche son devoir en votant pour Xavier Bertrand, non pas par adhésion, mais parce que, lorsque l'essentiel est en jeu, on ne peut pas s'en remettre aux autres et on ne peut pas fuir ses responsabilités. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur plusieurs bancs du groupe écologiste et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*) Quand l'essentiel est en jeu, il n'est pas de « ni-ni » qui tienne. Et l'essentiel, c'est le refus du repli nationaliste qui ne veut pas voir le monde tel qu'il est, qui offre des solutions factices, qui ne résout jamais rien, qui mène inexorablement aux conflits.

La France offre, en ce début décembre, des visages terriblement contradictoires. C'est tout à la fois le pays vers lequel le monde converge pour trouver des solutions au défi climatique, le pays que le monde soutient lorsqu'il est victime d'attaques terroristes, parce qu'il incarne des valeurs universelles, et un pays qui offre à l'extrême droite des scores jusqu'ici jamais atteints. Ayons la lucidité de constater que ces replis identitaires et nationalistes guettent toutes les sociétés, et pas seulement la France. Ayons la lucidité de constater que les marqueurs de la droite et de la gauche, qui structuraient le débat politique, ne suffisent plus aujourd'hui pour expliquer ce qui se joue.

Ce qui se joue, c'est une tension entre l'ouverture au monde et la tentation du repli ; c'est un choix entre la coopération et un isolationnisme vain ; c'est, ici, la fidélité de la France à son message – la liberté –, à sa promesse – l'égalité – et à son fondement – la fraternité. Vous avez dit la semaine dernière que la République était à reconstruire. Monsieur le Premier ministre, quelles initiatives êtes-vous prêt à prendre pour que chacun se sente partie prenante de cet indispensable chantier ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur plusieurs bancs du groupe écologiste et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame Pompili, il n'y a pas un mot à enlever à votre question. Je veux saluer vos premiers mots, la dignité de votre intervention et des choix que vous soutenez, les choix dignes de Pierre de Saintignon et de tous ceux qui l'entouraient dimanche soir.

Dans ces moments où l'essentiel se joue, je le disais il y a un instant, la seule attitude qui compte, la seule attitude digne, à la hauteur des événements, à la hauteur de l'exigence des Français, c'est de défendre la

République. Vous avez resitué dans un contexte historique fort juste ces moments, cette semaine où se joue l'avenir de la planète, autour des négociations sur le climat, cette période où la France, comme de nombreux pays, est touchée par la menace terroriste. N'oublions pas que les attaques ont eu lieu il y a un peu plus de trois semaines, seulement, et qu'elles ont causé 130 morts et des centaines de blessés. Nous savons – et je le répéterai – que la menace est toujours présente. Dans ces moments-là où, en effet, la démocratie et la République sont en jeu, vous avez, par votre expression, il y a un instant, témoigné de ce que peut être la dignité en politique et combien, nous tous, nous devrions la partager, car cette dignité, cette attitude, est attendue par nos compatriotes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur plusieurs bancs du groupe écologiste et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Si chacun de nous peut se tromper, mal orienter ses analyses, vous avez aussi raison, madame Pompili, de souligner combien il est important de faire preuve de lucidité. J'ai essayé, dans mon premier discours de politique générale, en avril 2014, de rappeler quels étaient les grands défis du pays. Nous les avons à nouveau rappelés ensemble, après les attentats du mois de janvier, puis, une fois encore, il y a quelques semaines. Nous savons qu'il y a des plaies béantes, que nous sommes confrontés à des chantiers et à des défis considérables concernant nos territoires urbains et ruraux, l'école de la République, la manière de vivre ensemble.

Cependant, j'ai une conviction, qui devrait tous nous rassembler. Ce qui se joue élection après élection, et ce qui se jouera encore dimanche prochain, c'est la confrontation de deux conceptions. La première est celle d'une République, d'une France, d'une nation protectrice, ouverte, qui promeut un patriotisme source de rassemblement – les Français l'ont encore dit en brandissant les couleurs nationales, en chantant la *Marseillaise*, en se retrouvant après ces moments terribles. C'est cette idée de la France que nous devons défendre. La deuxième conception est celle que nous avons déjà connue par le passé : étriquée, petite, qui, au fond, amène tout simplement à la haine des autres. C'est ce choix qui se joue.

Notre responsabilité, hommes et femmes de l'arc républicain, de gauche ou de droite, c'est d'apporter des solutions et c'est d'entendre, bien évidemment, les messages des Français. Mais aujourd'hui, et d'ici à dimanche, il s'agit de faire vivre la République partout, sans aucune hésitation, sans « ni-ni », en étant clair. Or, dans cette majorité – vous avez raison, madame Pompili – nous sommes clairs. Quand l'essentiel de la République et de la France est en cause, on n'hésite pas un seul instant, on est à la hauteur des événements et on défend jusqu'au bout la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur plusieurs bancs du groupe écologiste et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Données clés

Auteur : [Mme Barbara Pompili](#)

Circonscription : Somme (2^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3427

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [9 décembre 2015](#)